

# C.C.T.P.

Cahier des clauses techniques particulières

## Maintenance et exploitation des installations de production d'eau purifiée



C2N



**Centre National de la  
Recherche Scientifique**

Avenue de la Terrasse  
91198 GIF SUR YVETTE Cedex

## Table des matières

1.	Dispositions générales.....	2
1.1.	Objet du présent document .....	2
1.2.	Périmètre géographique .....	2
1.3.	Périmètre fonctionnel .....	2
1.4.	Documents de référence.....	2
1.5.	Respect de la réglementation en vigueur .....	2
1.6.	Périodicité des visites .....	3
2.	Prise en charge et restitution des installations .....	3
2.1.	PV de prise en charge des installations .....	3
2.2.	Conformités réglementaires.....	3
2.3.	Connaissance des installations .....	3
2.4.	Restitution des installations en fin de contrat .....	4
3.	Obligations du titulaire.....	5
3.1.	Prestations de conduite et entretien courant.....	5
3.2.	Surveillance des installations et travaux d'entretien périodiques .....	5
3.3.	Délais d'intervention .....	5
3.3.1.	Interventions urgentes .....	5
3.3.2.	Interventions non urgentes .....	6
3.3.3.	Stock de pièces de rechange .....	6
3.3.4.	Schéma des installations .....	6
3.4.	Prestations de maintenance.....	6
3.4.1.	Niveaux de maintenance.....	6
3.4.2.	Maintenance préventive .....	7
3.4.3.	Maintenance corrective .....	9
3.4.4.	Cas de malveillance ou de vandalisme .....	11
3.4.5.	Cas de remise en conformité.....	11

# 1. Dispositions générales

## 1.1. Objet du présent document

Le présent CCTP a pour objet :

- ♦ La maintenance et l'exploitation des installations de production d'eau purifiée.

Le marché signé entre le C2N et le TITULAIRE est de type Prestation Forfaitaire et prévoit la réalisation simultanée de trois objectifs :

- ♦ La fourniture aux usagers d'une continuité de service et de confort.
- ♦ L'entretien et le maintien en parfait état de fonctionnement et d'entretien du matériel dont il a la charge selon les besoins d'exploitation réglementaire spécifique de l'installation.
- ♦ La sécurité du site.

Le marché prévoit les interventions de maintenance et d'exploitation. On définit de manière suivante : Maintenance : Ensemble des activités destinées à maintenir ou à rétablir l'installation dans un état ou dans des conditions données de sûreté de fonctionnement pour accomplir leur bon fonctionnement.

## 1.2. Périmètre géographique

Le présent marché couvre le bâtiment C2N, situé au 10, Boulevard Thomas Gobert 91120, Palaiseau.

## 1.3. Périmètre fonctionnel

Le TITULAIRE assure les prestations de main d'œuvre qualifiée et se charge des petites fournitures nécessaires à la conduite, la surveillance, l'entretien et le petit dépannage de l'ensemble des équipements techniques définies en annexes.

## 1.4. Documents de référence

Le CCTP comprend les éléments suivants :

- ♦ Le présent document
- ♦ L'annexe 1 : Liste des installations et équipements pris en charge incluant également instruments de mesures, consommables et pièces critiques à maintenir en stock par le titulaire.
- ♦ L'annexe 2 : Gamme des prestations incluses au contrat sur les systèmes pris en charge
- ♦ L'annexe 3 : Analyse fonctionnelle du traitement
- ♦ L'annexe 4 : Liste des pièces détachées incluses dans le forfait

## 1.5. Respect de la réglementation en vigueur

En cas de modification de la réglementation en cours de marché ayant pour conséquence de rendre les ouvrages existants non conformes, le TITULAIRE dispose d'un délai de 3 mois pour identifier les actions à mener par le C2N. Passé ce délai, les travaux de remise en conformité rendus nécessaires sont portés à la charge du TITULAIRE.

Sous réserve que l'installation soit conforme à la réglementation en vigueur, le TITULAIRE est responsable de la bonne observation des règlements de sécurité et de la lutte contre la pollution des eaux et de l'air. Dans le cas contraire, le TITULAIRE se doit de signaler toute anomalie au C2N.

## 1.6. Périodicité des visites

Le TITULAIRE devra prévoir à minima chaque année :

- ◆ 12 visites périodiques de maintenance conformément à la gamme de prestations communiquée en annexe.

## 2. Prise en charge et restitution des installations

### 2.1. PV de prise en charge des installations

A la prise en charge, le TITULAIRE réalise un -verbal contradictoire des installations dont le périmètre est décrit en annexe 1 du présent document. Il est alors attendu du TITULAIRE qu'il repère et visite les installations, pointe les équipements observés ou manquants et indique notamment pour chacun :

- ◆ Marque et modèle
- ◆ Figure à l'inventaire de l'appel d'offre : oui / non
- ◆ Maintenance possible en sécurité : oui / non
- ◆ Cotation de l'équipement
- ◆ Date d'installation
- ◆ Départ, durée et contenu de la garantie
- ◆ Localisation
- ◆ Si hors service : estimation des frais de remise en service (et non devis)

Le renseignement de la durée de vie résiduelle nécessite la réalisation d'une estimation basée à la fois sur l'âge, la vétusté et le mode de fonctionnement des équipements. Cette donnée doit être estimée en nombre d'années et doit être réévaluée annuellement lors de la mise à jour de l'inventaire.

Le TITULAIRE effectue également un relevé des compteurs ainsi qu'un bilan analytique des fluides à traiter.

### 2.2. Conformités réglementaires

Le TITULAIRE informe dans le délai de prise en charge le C2N des potentielles non-conformités réglementaires existantes, du local technique ou sur tout équipement entrant dans le périmètre du marché. La charge de ces remises en conformité identifiées revient au C2N.

**Le TITULAIRE a la charge de la remise en conformité des installations dont il n'a pas signalé la non-conformité dans le délai de prise en charge selon l'article 1.5**

### 2.3. Connaissance des installations

Les informations relatives aux installations transmises par le C2N au TITULAIRE étant indicatives, le TITULAIRE est réputé :

- ◆ S'être assuré que les installations lui permettent de remplir ses obligations contractuelles

- ◆ Être parfaitement informé de la constitution du bâtiment, de la consistance des installations, des conditions d'alimentation en énergie, électricité et eau, et des conditions particulières d'accès liées à la sécurité du bâtiment
- ◆ Accepter de prendre en charge les installations telles qu'elles se présentent.

## **2.4. Restitution des installations en fin de contrat**

Six mois avant l'issue du marché, le C2N dispose de la possibilité de recourir à ses frais aux services d'un organisme tiers afin de procéder à un examen contradictoire des installations. La présence d'un représentant du TITULAIRE est attendue pour assister ces examens. Les installations doivent être laissées en parfait état de marche, permettant leur bon fonctionnement dès la remise en route ou la prise en charge.

La fin du marché nécessite l'établissement et la remise au C2N dans les six mois précédent l'échéance des documents suivants :

- ◆ La liste détaillée du matériel à jour, sous forme informatique avec la date de mise en service et du remplacement des matériels
- ◆ Les analyses et contrôles effectués au cours du marché
- ◆ Les carnets sanitaires à jour
- ◆ Les DOE, plans, notice du matériel remplacé

La non-remise de ces documents déclenche, les pénalités de retard prévues pour la non-remise des documents de maintenance.

Le TITULAIRE est tenu de remettre au C2N l'ensemble des systèmes de télégestion en bon état de fonctionnement qu'il s'agisse des matériels, des logiciels (avec droits, codes d'accès, etc.) ou des bases de données lesquelles doivent retracer de façon directement exploitable l'historique des consommations et pannes sur la durée du contrat.

Le TITULAIRE doit rendre le local en bon état d'entretien et les installations en bon état de fonctionnement.

## 3. Obligations du titulaire

### 3.1. Prestations de conduite et entretien courant

Le TITULAIRE assure les prestations de main d'œuvre qualifiée et se charge des petites fournitures nécessaires à la conduite, la surveillance, l'entretien et le petit dépannage de l'ensemble des équipements techniques décrits dans la nomenclature générale des équipements.

Pour la réalisation des prestations d'entretien courant, le TITULAIRE doit la fourniture des divers produits consommables, des petites fournitures mécaniques, électriques, plomberie, etc. Les menues réparations des différents matériels et le remplacement des petites fournitures sont à la charge du TITULAIRE.

Le TITULAIRE doit prévoir en nombre suffisant l'ensemble des équipements de protection individuelle pour assurer la sécurité de son personnel.

### 3.2. Surveillance des installations et travaux d'entretien périodiques

Le TITULAIRE doit assurer toutes les visites nécessaires en locaux techniques, ou autres lui permettant d'assurer le bon fonctionnement des systèmes. Le TITULAIRE se doit de réaliser toutes les visites et entretiens réglementaires périodiques conformément aux gammes de maintenance validées lors de la notification du marché.

Le TITULAIRE doit également réaliser toutes les autres mesures d'entretien nécessaires au bon fonctionnement des appareils et des installations, définies par les constructeurs en fonction du matériel concerné. Les équipements doivent en permanence être en bon état de fonctionnement et d'entretien conformément aux gammes de maintenances exigées.

A l'occasion des visites du C2N, du contrôleur d'exploitation, ou de toute personne mandatée par le C2N, si des équipements se révèlent ne pas être en bon état de fonctionnement ou d'entretien, notamment s'ils ne peuvent être ni utilisés, ni manœuvrés, leur remplacement peut être exigé aux frais du TITULAIRE.

Le C2N met alors en demeure, par mail, le TITULAIRE de réaliser ces travaux. Le TITULAIRE dispose d'un délai de 7 jours calendaires à partir de l'envoi du mail de mise en demeure, pour contester cette décision. Passé ce délai, les travaux sont dus par le TITULAIRE à ses frais.

### 3.3. Délais d'intervention

Les dépannages qui sont à la charge du TITULAIRE sont ceux des appareils dont il doit l'entretien tels qu'ils sont définis en annexes.

#### 3.3.1. Interventions urgentes

**Elles sont générées par le défaut d'un équipement qui entraîne le risque de ne pas avoir les conditions de confort prévues, ou qui mettent en péril un équipement. Le TITULAIRE doit la réalisation d'une intervention sur site dans un délai inférieur à 4h et la mise en place d'une solution provisoire 24h après le signalement de l'incident suite à un appel téléphonique et confirmé par mail.**

Le TITULAIRE doit la mise en place d'une solution pérenne dans la semaine suivant le signalement de l'incident. De plus, dans le cadre du suivi des opérations par le C2N, le TITULAIRE informe de manière succincte et systématique à chaque dépannage le C2N :

- ◆ Avant l'intervention, de la prise en charge de l'intervention,
- ◆ Après l'intervention, du bon déroulement ou non de l'intervention, de la nécessité d'une intervention complémentaire (pour solution pérenne, comme indiqué ci-dessus)

- ◆ De la date de l'heure et de la localisation de l'intervention
- ◆ De la durée de l'intervention (heure de fin)
- ◆ Du nom du technicien intervenant
- ◆ Des actions réalisées
- ◆ Du remplacement de pièces détachées de la liste en annexe 4

Ces données sont transmises au C2N dans un rapport détaillé qu'il fournit sous 4 heures ouvrées décrivant les causes de son intervention et les actions correctives réalisées. En cas de mise en danger des personnes et des biens avérés, le TITULAIRE est autorisé à prendre les mesures nécessaires d'urgence et notamment à interrompre immédiatement la fourniture de services. Pour tout autre priorité, le TITULAIRE doit avoir un accord express de la part du C2N avant de procéder à toute interruption au regard des enjeux de préservation des activités de recherche.

### 3.3.2. Interventions non urgentes

Elles sont générées par le défaut d'un équipement qui n'entraîne pas de risque sur les conditions de confort prévues, ou qui ne mettent pas en péril un équipement. Le TITULAIRE doit la réalisation d'une réparation dans le cadre de son passage mensuel de maintenance.

### 3.3.3. Stock de pièces de rechange

Le TITULAIRE doit approvisionner à ses frais et garder en permanence un stock de pièces courantes de rechange lui permettant d'assurer tous les dépannages, les entretiens et le remplacement des pièces défectueuses. Le TITULAIRE ne peut en aucun cas évoquer l'indisponibilité d'une pièce pour cause de non-remplacement ou de rupture de la continuité de service et de confort. Les candidats fourniront avec l'offre la liste des pièces contenues dans leur stock et vérifier la cohérence avec les équipements présents au contrat. Le C2N peut également demander au TITULAIRE d'avoir dans son stock un nombre qu'il juge suffisant des pièces nécessaires à la continuité de service et de confort exigée sans modifier le coût de la prestation.

### 3.3.4. Schéma des installations

Le TITULAIRE veille à la mise à jour et à l'affichage des schémas des installations après modifications dans les installations hydrauliques ou électriques.

## 3.4. Prestations de maintenance

### 3.4.1. Niveaux de maintenance

La norme FDX 60-000 définit les termes de « maintenance » et de « bien » :

- ◆ **Maintenance** : Ensemble des activités destinées à maintenir ou à rétablir un bien dans un état ou dans des conditions données de sûreté de fonctionnement pour accomplir une fonction requise. Ces activités sont une combinaison d'activités techniques, administratives et de management.
- ◆ **Bien** : Tout élément, composant, équipement, sous-système, système, matériel, processus, etc. que l'on peut considérer individuellement et qui a pour objectif d'assurer une fonction donnée.

Les niveaux de maintenance préventive et corrective sont normalisés par 5 niveaux (norme FDX 60-000 – Révision d'avril 2016) :

- ◆ Niveau 1 : Actions simples nécessaires à l'exploitation et réalisées sur des éléments facilement accessibles en toute sécurité à l'aide d'équipements de soutien intégrés au bien. Ce type d'opération peut être effectué par l'utilisateur du bien avec, le cas échéant, les équipements de soutien intégrés au bien et à l'aide des instructions d'utilisation.
- ◆ Niveau 2 : Actions qui nécessitent des procédures simples et/ou des équipements de soutien (intégrés au bien ou extérieurs) d'utilisation ou de mise en œuvre simple. Ce type d'actions de maintenance est effectué par un personnel qualifié avec les procédures détaillées et les équipements de soutien définis dans les instructions de maintenance. Un personnel est qualifié lorsqu'il a reçu une formation lui permettant de travailler en sécurité sur un bien présentant certains risques potentiels, et est reconnu apte pour l'exécution des travaux qui lui sont confiés, compte tenu de ses connaissances et de ses aptitudes.
- ◆ Niveau 3 : Opérations qui nécessitent des procédures complexes et/ou des équipements de soutien portatifs, d'utilisation ou de mise en œuvre complexe. Ce type d'opération de maintenance peut être effectué par un technicien qualifié, à l'aide de procédures détaillées et des équipements de soutien prévus dans les instructions de maintenance.
- ◆ Niveau 4 : Opérations dont les procédures impliquent la maîtrise d'une technique ou technologie particulière et/ou la mise en œuvre d'équipements de soutien spécialisés. Ce type d'opération de maintenance est effectué par un technicien ou une équipe spécialisée à l'aide de toutes instructions de maintenance générales ou particulières.
- ◆ Niveau 5 : Opérations dont les procédures impliquent un savoir-faire, faisant appel à des techniques ou technologies particulières, des processus et/ou des équipements de soutien industriels. Par définition, ce type d'opérations de maintenance (rénovation, reconstruction, etc.) est effectué par le constructeur ou par un service ou société spécialisée avec des équipements de soutien.

Ces règles d'application définies font partie intégrante des clauses contractuelles. Le Titulaire s'engage à les accepter et à les respecter dans le cadre de l'exécution du Marché, sans limite et sans réserve.

### 3.4.2. Maintenance préventive

Définie par la norme NF EN 13306 et la norme FDX 60-000, la maintenance préventive (réglementaire et non réglementaire) est effectuée, selon des critères prédéterminés, dans l'intention de réduire la possibilité de défaillance d'un bien ou la dégradation d'un service rendu et de maintenir, dans le temps, les performances de matériels ou d'équipements à un niveau optimal proche de celui des performances initiales.

Les interventions qui en découlent peuvent être déclenchées de manière systématique ou conditionnelle :

#### 3.4.2.1. Maintenance préventive systématique :

La maintenance préventive systématique permet :

- ◆ D'éviter la détérioration d'un organe principal, par le remplacement d'un sous composant
- ◆ De diminuer les risques d'avaries ainsi que les coûts résultant de l'indisponibilité de l'équipement



- ◆ D'accroître la sécurité des biens et des personnes
- ◆ D'effectuer dans des conditions idéales des tâches préparées à l'avance

Les opérations correspondantes permettent de provoquer les interventions non programmées des spécialistes lors de la mise en évidence des risques de défaillance.

#### 3.4.2.2. *Maintenance préventive conditionnelle :*

La maintenance préventive conditionnelle est une maintenance préventive subordonnée à un type d'événement prédéterminé révélateur de l'état de dégradation d'un bien.

Elle permet de programmer, en fonction de certains indicateurs (témoins d'usure, temps de fonctionnement, autodiagnostic, ...), le remplacement d'éléments composant un équipement en limitant ainsi les coûts en temps et en pièces ainsi que les pertes de production dues aux arrêts des installations.

Chaque fois que cela s'avère nécessaire, et, notamment à la suite des opérations de réglage, le Titulaire procède aux actions préventives rendues utiles par la situation.

La mise en place des prestations correspondantes a pour objet :

- ◆ De garantir le bon fonctionnement des équipements, notamment en minimisant les risques d'interruption de fonctionnement
- ◆ De limiter à terme les actions correctives d'ampleur en privilégiant une maintenance préventive systématique.

#### 3.4.2.3. *Politique de maintenance*

Le Titulaire est responsable de la politique de maintenance mise en œuvre dans le cadre du Marché.

Les opérations de maintenance préventive, définies par leur nature et leur fréquence :

- ◆ Devront respecter à minima la réglementation, les prescriptions des constructeurs, les normes et les règles de l'art du métier.
- ◆ Devront prendre en considération les caractéristiques de l'environnement dans lequel l'équipement fonctionne ainsi que les conditions de maintenabilité et d'installation de l'équipement
- ◆ Ne devront pas conduire à une indisponibilité des équipements durant les heures principales d'utilisation des installations

Il lui appartient dans ce cadre notamment :

- ◆ D'adapter les gammes de maintenance préventive aux exigences spécifiques des installations (équipements spécifiques, conditions d'exploitation particulières, ...) afin de garantir les objectifs de résultats attendus, sans supplément de prix
- ◆ D'améliorer les gammes de maintenance préventive au cours de l'exploitation en tenant compte de l'expérience acquise, sans supplément de prix

La planification des interventions doit être établie par le Titulaire en début de chaque année contractuelle en accord avec le C2N.

#### Clarification des attendus :

Une maintenance préventive est considérée réalisée lorsque les points suivants sont respectés :

- L'équipement a un fonctionnement nominal conforme aux prescriptions des constructeurs.
- Les équipements de protection sont fonctionnels pour la durée jusqu'à la prochaine maintenance préventive, sans contrainte mécanique ou de manipulation, ou sans risque environnemental et sécuritaire.
- Les protections mécaniques et les isolants sont en bon état
- Les oxydations diverses sont traitées
- Le fonctionnement avec le système de supervision a été contrôlé, avec retour d'états et de commandes effectifs et fonctionnels

#### **3.4.3. Maintenance corrective**

Les interventions qui relèvent de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance ou d'une dégradation. Le nombre de visites nécessaires à la maintenance corrective est illimité. Délai d'intervention sous 48h suite appel téléphonique confirmé par mail. **Le TITULAIRE doit la réalisation d'une intervention sur site dans un délai inférieur à 24h après le signalement de l'incident suite à un appel téléphonique et confirmé par mail.**

Définie par la norme NF EN 13306 et la norme FDX 60-000, la maintenance corrective débouche sur deux types d'intervention :

#### Maintenance Palliative :

La maintenance palliative caractérise les dépannages, c'est-à-dire une remise en état de fonctionnement effectuée in situ, parfois sans interruption de fonctionnement de l'ensemble concerné, avec un caractère provisoire.

Les interventions correspondantes visent à réduire :

- ◆ La durée d'arrêt des installations
- ◆ Les conséquences et, d'une façon générale, les désordres qui s'en suivent
- ◆ Les risques encourus par les occupants des locaux

#### Maintenance Curative :

La maintenance curative caractérise les réparations, faites in situ ou en atelier, parfois après dépannage, avec un caractère définitif. Les opérations de maintenance corrective sont réalisées dans les délais prévus au Marché, notamment dans les cas de figure suivants :

- ◆ A la suite d'une défaillance, d'une réclamation ou d'une dégradation constatée par le Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ou un utilisateur
- ◆ A la suite d'un dysfonctionnement détecté par les outils de gestion et de supervision technique

du site, lorsqu'ils existent, ou tout autre report d'alarme

- ◆ A l'initiative du Titulaire, dans un cadre d'opérations de maintenance préventive, de prestations de surveillance et de contrôle ou à la suite d'anomalies constatées
- ◆ A la demande du C2N

Le Titulaire ne peut prétexter que l'origine de la défaillance est extérieure aux installations objet du Marché pour refuser d'intervenir. En cas de doute sur l'origine d'un défaut, le Titulaire est chargé de définir les frontières de responsabilité et de déclencher le processus de correction, au besoin en faisant intervenir l'organisme ou le Titulaire incriminé.

Dans le cas, où la sécurité des personnes, des biens ou de fonctionnement des installations est en jeu, le Titulaire prend les mesures d'urgence, qui s'imposent, et assure le dépannage. Les réparations suivent les interventions d'urgence. Elles sont immédiates si elles conditionnent la remise en marche ou différées si le fonctionnement provisoire, sans risque, est autorisée par le C2N.

Chaque intervention de maintenance fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire. Celui-ci devra obligatoirement être établi par le Titulaire en renseignant les champs suivants :

<u>Localisation de l'équipement :</u>	<u>Description des opérations réalisées durant l'intervention :</u>
<ul style="list-style-type: none"><li>◆ Bâtiment</li><li>◆ Niveau</li><li>◆ Local</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>◆ Gammes de maintenance (préciser si conditionnelle ou systématique dans le cas d'une maintenance préventive)</li><li>◆ Nature et fréquence des opérations</li><li>◆ Observations et anomalies relevées, avec prise de photos si nécessaire</li><li>◆ Désignation et Quantité des fournitures remplacées (opérations correctives uniquement)</li><li>◆ Modes opératoires précisant :<ul style="list-style-type: none"><li>◆ Avant la réalisation de l'intervention :<ul style="list-style-type: none"><li>○ Les règles et les consignes à respecter</li><li>○ Les habilitations et les qualifications nécessaires pour réaliser l'intervention</li><li>○ Les risques mettant en jeu la sécurité des biens et des personnes, et les actions permettant de les éviter</li><li>○ Les moyens de signalisation et de protection à mettre en œuvre</li></ul></li><li>◆ Durant l'intervention :<ul style="list-style-type: none"><li>○ La nature précise des opérations à réaliser</li><li>○ L'ordonnancement précis des opérations à réaliser</li><li>○ La liste des consommables et des petites fournitures nécessaires</li><li>○ Les moyens matériels à disposer (outillage, moyens de manutention, ...)</li></ul></li></ul></li></ul>
<u>Identification de l'équipement :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>◆ Repère de l'équipement</li><li>◆ Famille de l'équipement</li><li>◆ Libellé de l'équipement</li></ul>	
<u>Horodatage de l'intervention :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>◆ Date de l'intervention</li><li>◆ Heure d'arrivée</li><li>◆ Heure de départ</li><li>◆ Durée de l'intervention</li></ul>	
<u>Description de la demande d'intervention (cas d'une maintenance corrective) :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>◆ Nom du demandeur</li><li>◆ Service du demandeur</li><li>◆ Nature de la demande</li></ul>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Après réalisation de l'intervention : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Les règles et les consignes à respecter après réalisation de l'intervention</li> </ul> </li> <li>◆ Observations et anomalies relevées, avec prise de photos si nécessaire</li> <li>◆ Nature des opérations correctives réalisées durant l'intervention</li> <li>◆ Désignation et Quantité des fournitures remplacées dans le cadre des opérations préventives</li> </ul> <p><u>Description des opérations restant à réaliser après l'intervention :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ La nature des opérations correctives restant à réaliser</li> <li>◆ La désignation et la quantité des fournitures à remplacer si nécessaire</li> </ul>
--	--

#### 3.4.4. Cas de malveillance ou de vandalisme

Les opérations de maintenance corrective liées à de la malveillance ou à du vandalisme, ainsi que les remises en état faisant suite à un sinistre non imputable au Titulaire, ne sont pas comprises au titre du forfait.

Dans tous les cas, les délais contractuels définis au Marché restent pour autant pleinement applicables.

Les opérations de maintenance corrective découlant d'une défaillance, d'une malfaçon ou d'un sinistre imputable au Titulaire sont intégralement pris à sa charge exclusive au titre du forfait.

#### 3.4.5. Cas de remise en conformité

Les remises en conformité, faisant suite à des évolutions réglementaires, ne sont pas comprises au titre du forfait.